



# Union Nationale des Etudiants de France

(membre fondateur de l'Union Internationale des Etudiants)

fondée à Lille  
le 4 mai 1907

reconnue  
d'utilité publique  
le 16 mai 1929

membre fondateur  
de l'U.I.E.  
1946

charte de  
Grenoble 1946  
naissance du  
syndicalisme étudiant

fondatrice  
de la MNEF - 1948

59<sup>ème</sup> congrès :  
Paris 1971  
renouveau du  
syndicalisme étudiant

3376 XA/EL  
Paris, le 20 avril 1988

\* Aux Membres du Bureau National \*

Cher(e) Camarade,

Nous ne nous sommes pas réunis depuis les vacances de Pâques.

Depuis notre dernière réunion du 26 mars, nous nous sommes fixé des échéances précises pour élever le niveau de la bataille revendicative du syndicat avec un double objectif :

- faire échec aux projets gouvernementaux,
- obtenir un collectif budgétaire pour l'Université dès le printemps 88.

Qu'il s'agisse de la préparation de la journée nationale d'action des résidents le 4 mai, de la conférence des bureaux d'A.G.E. et d'associations des 14 et 15 mai, des élections à la MNEF ou des chaînes d'accueil :

il faut désormais appuyer sur l'accélérateur .

D'autant que dans l'intervalle, le secrétariat de l'UNEF a décidé de reprendre l'appel des étudiants de LILLE pour faire du 28 avril une journée nationale d'action et d'occupation des facs contre les suppressions de postes, pour forcer le gouvernement à accorder un collectif budgétaire dont l'Université a besoin aujourd'hui.

Le Bureau National se réunira donc le :

**Samedi 30 avril  
à 9h30 précises**

**au siège national de l'UNEF  
52, rue Edouard Pailleron - 75019 PARIS  
(Métro : Laumière ou Jaurès)**

Ordre du jour :

- ◊ Faire le point des actions engagées dans toutes les A.G.E.;
- ◊ Faire le bilan de la journée du 28 avril;
- ◊ Préparer la conférence des bureaux d'A.G.E. et d'associations.

D'ici là, bon travail. A samedi.  
Amitiés

Xavier AKNINE  
Président de l'UNEF

**UNEF**

52, rue E. Pailleron -  
75019 PARIS

**42.45.84.84**

Minitel 36.15 UNEF

REUNION DU BUREAU NATIONAL DU 30 AVRIL 1988  
RAPPORT PRESENTE PAR FREDERIC GEISSMANN

Chers camarades,

Depuis la réunion du bureau national du 26 mars, l'état des luttes que nous faisons s'est enrichi, la mobilisation des résidents en cité de Nanterre, d'Anthony, d'Orléans, exigeant des moyens nouveaux, s'est poursuivie. Les étudiants en psychomotricité menant avec l'AFEP (Association Française des Etudiants professeurs de psychomotricité) la bataille pour obtenir l'inscription de leur profession au code de la santé publique et le financement par l'Etat de leur formation, après leur manifestation du 14 mars à Paris, organisent depuis 3 semaines un piquet permanent devant le Ministère de la santé.

L'Université de Rennes organisait une journée fac morte.

A Lille, une semaine avant les vacances de Pâques, les étudiants et personnels de Lille I, face à la suppression de plusieurs postes d'enseignants vacataires, choisissaient la lutte et votaient la grève.

Réunis à plus de mille en assemblée générale, prenant conscience de la nécessité du réengagement de l'Etat, ils ont décidé de faire appel à tous les étudiants de France, proposant que le 28 avril soit une journée nationale d'action pour obtenir des moyens pour étudier et la garantie qu'aucun numéris clausus ne vienne sanctionner l'état actuel de pénurie.

A Toulouse, les enseignants et les étudiants en IUT d'informatique défendent leur formation menacée et l'inculpation de 4 enseignants, et le CA de Ranguel vote une journée fac morte.

C'est dans ce contexte qu'à la rentrée des vacances de Paques, le secrétariat a décidé de populariser l'appel de Lille I, afin que le plus grand nombre d'étudiants soit à même d'y répondre parce que c'est partout où nos conditions d'études

se dégradent, où nos filières sont amputées, que la nécessité d'un Collectif Budgétaire se fait sentir.

C'est ainsi que, pour organiser la pression, faire craquer le ministère et gagner avant le mois de juin un collectif budgétaire, de nombreuses AGE se sont saisies de la journée du 28 avril.

Cette première journée de mobilisation est un succès compte tenu du court laps de temps dont nous avons disposé dans un certain nombre d'universités ; nous avons donné une ampleur nouvelle à des luttes isolées, dans certaines autres, elles constituent un point de départ.

Ainsi à Toulouse où notre intervention a fait de la journée fac morte une journée d'action, l'assemblée générale de jeudi à Ranguel, réunissait 200 étudiants et personnels ; et ils furent 1000 à manifester l'après-midi. La pétition des étudiants de Ranguel, exigeant un collectif budgétaire fut élargie à tous les autres UFR.

A Besançon, l'AG réunit 35 étudiants qui décidèrent d'envahir le CROUS le 9 mai, pour obtenir la mensualisation des bourses ; la même bataille est menée à Saint-Etienne.

A Limoges, une AG à l'appel ds étudiants de Lille réunit 100 personnes avec l'ensemble des syndicats ( Snesup, Sgen, CGT, Unef, nefid ) ; une pétition décidée par l'AG circule, appelant à faire du 4 mai une nouvelle journée d'action.

A Paris XIII, ce sont les étudiants en licence de psycho, qui ont voté la grève le 28 pour répondre à l'appel de Lille et qui se sont rendus à notre AG.

En psychomot, à Paris VI, une AG réunit 70 personnes et une pétition

a recueilli plus de 200 signatures, réclamant le financement complet de la filière par l'Etat.

A Nanterre, à Tolbiac, des pétitions recueillent plusieurs centaines de signatures, à Clignancourt, l'AG réunit 40 étudiants.

Au total, cette journée constitue bel et bien un tremplin pour gagner le Collectif Budgétaire et stopper la progression de l'élitisme à la Devaquet-Valade.

à Rennes, une délégation d'une dizaine d'étudiants se rend au rectorat avec plusieurs centaines de pétitions exigeant un Collectif Budgétaire.

À Paris, un rassemblement de 70 étudiants environ se rendait en délégation au rectorat de Paris, où ils furent reçus par le vice-chancelier des Universités pour lui remettre les pétitions parisiennes. Ce mouvement n'est pas majoritaire aujourd'hui loin de là, n'imaginons pas pour autant, qu'après avoir fait la preuve de leur capacité d'analyse et de mobilisation, à plusieurs reprises et notamment lors du mouvement contre Devaquet les étudiants seraient tombés dans une léthargie béate, et que nous serions seuls à vouloir nous défendre; il n'en est rien.

Le mécontentement est réel, nous en avons plusieurs exemples.

Le rôle de l'UNEF sera déterminant dans les UFR, nos associations doivent être le moteur, le point de départ des luttes, le syndicat doit permettre à des perspectives de s'ouvrir - les étudiants en IUT de Toulouse se sont rendus à Villetaneuse pour étendre leur mouvement - c'est notre rôle de favoriser ces convergences et de donner une dimension nationale aux luttes engagées dans chaque université. Avec des bureaux d'AGE dynamiques, ne sous-estimant pas le mécontentement, nous avons un atout maître pour développer et intensifier les actions engagées.

Pas plus que la période électorale, en elle-même, n'était fatale aux luttes; pas plus, cette échéance dépassée, les luttes ne vont devenir inévitables.

L'angoisse des étudiants face à l'avenir,, le désarroi et le mécontentement sont profonds.

Ils sont dûs au délabrement de nos Universités, au bâclage de nos formations, au manque de moyens.

L'avenir semble bouché, le chômage et les petits boulots menaçants.

Cette angoisse, ce désarroi sont d'ailleurs voulus: la précarité est de règle, rien ne doit être acquis, étudiants pour la France et l'Europe de demain on veut nous en imposer la loi: celle du plus fort.

Le mécontentement profond, la rupture d'avec nos aspirations, c'est cela qui fait que les étudiants de Lille sont en grève.

Seul un rapport de force peut conduire le gouvernement à nous accorder des crédits, c'est bien que la seule solution c'est la lutte.

Pour ne pas nous enfoncer davantage, pour améliorer notre situation.

Il n'y a pas de sauveur, quel que soit le président élu, le collectif budgétaire n'est pas inscrit au programme et cela ne dépendra que de notre action que les moyens suffisants soient débloqués ( sur le budget de l'armement, pas sur les budgets sociaux ) pour les cités-U, pour l'encadrement.

On a besoin de continuer, la journée du 28 étant un point de départ et, un tremplin.

Avec les associations indépendantes (en psychomot- comme ailleurs ) et les Comités d'actions qui se sont créés, avec les enseignants et les ATOS, poursuivons le rassemblement.

Les étudiants de Lille ont prévu une manif centrale à Paris pour la mi-Mai, ceux de Limoges se réuniront le 4 Mai, ceux de Besançon envahiront le CROUS le 9 Mai.

Elargir la mobilisation est d'autant plus nécessaire que les examens approchent, ont déjà débuter dans certaines Universités.

Il s'agit en fait d'un carnage.

On veut nous faire payer les pots cassés de la pénurie, du bâclage de nos formations: en Eco à Limoges, seul un étudiant sur 4 a plus de 8 au premier partiel.

La sélection frappe de plus belle et nous prend à la gorge, elle nous incite à l'individualisme. Exiger un collectif budgétaire, c'est refuser l'échec massif aux examens.

Nous savons que l'échec n'est pas dû à notre profonde bêtise, mais au manque de place dans les années supérieures ; nous savons qu'en plus du découragement d'un tiers d'entre nous au cours de l'année par manque d'encadrement et de locaux, un second tiers sera sélectionné : organisons notre défense.

Faisons respecter nos droits :

- Double correction
- Anonymat des copies
- Boycott des sujets non vus en cours, exigeons un collectif budgétaire afin de mettre un terme à cet effroyable gachis.

### LE 1er MAI

C'est dans cet esprit revendicatif que s'inscrit la part que nous prendrons demain dans les manifestations de la CGT à l'occasion de la grande fête internationale des travailleurs. Voyons dans quel contexte se préparent les cortèges et la signification que nous voulons leur donner.

Cette année, le 1er mai intervient entre les deux tours de l'élection présidentielle. Je ne tiens pas à me livrer à une analyse des résultats du premier tour. Je voudrais juste constater à ce sujet une chose simple : tout montre aujourd'hui que les étudiants et nous même n'avons rien à attendre de bon de l'issue de ce scrutin. en effet, force est de constater qu'en ce qui concerne l'enseignement supérieur, et plus largement l'Education Nationale, les questions de réinvestissement de l'Etat, du montant des droits d'inscription, des oeuvres sociales, de la sélection, des projets européens, sont désormais l'objet d'un consensus entre les courants qu'incarnent les deux candidats en présence. Dès lors, la politique universitaire qui sera mise en oeuvre, quelque soit le président élu, aura à être combattue par les étudiants.

Rien à attendre donc... Tout au contraire, l'heure est à permettre l'expression la plus large du mécontentement à l'égard de cette politique, et de réaffirmer nos revendications, les revendications de mouvement étudiant : zéro francs de droits d'inscription, des sous pour l'Université, pas pour les bombes, doublement du taux et du nombre des bourses, universités ouvertes à tous... Autant de slogans qui auront leur place dans les cortèges du 1er mai, avec toute leur actualité et leur urgence.

Un cortège d'étudiants nombreux, coloré, vivant, combattif sur ses revendications, tel est l'objectif que nous nous fixons pour demain.

Bien sûr, un phénomène nouveau est sorti de ce premier tour de scrutin, qui nous préoccupe. La place qu'occupe Le Pen sur l'échiquier politique nous inquiète car nous sommes parmi les adversaires les plus résolus de la politique d'exclusion, de racisme, de remise en cause totale des droits sociaux dont il est le représentant. La grande parade provocatrice qu'il a choisi d'organiser ce même premier mai nous incite à placer une forte connotation de solidarité et d'anti-racisme dans les manifestations des travailleurs, des jeunes et des étudiants. Il n'est pas question, comme certains nous y ont convié avec insistance, de renoncer aussi peu que ce soit à nos revendications pour nous polariser sur le "phénomène Le Pen". Bien au contraire, la meilleure réponse à sa provocation méprisable de 1er mai, c'est une manifestation gigantesque de tous - travailleurs, jeunes et étudiants - sur leurs revendications. D'autant que ce sont ces revendications qui sont de nature à faire reculer la crise dont se nourrissent aujourd'hui les fascistes.

Voilà pour la signification qu'auront pour nous les cortèges de demain. La manière dont nous les avons préparé - spécialement dans la région parisienne - et la grande inquiétude qui existe chez les étudiants après la poussée de l'extrême droite nous laisse penser que les étudiants y seront nombreux.

Je propose donc que des dispositions soient prises dans toutes les AGE afin que deux ou trois camarades de ces AGE travaillent durant les manifestations sur les adhésions. Proposons leur de se retrouver sur nos facs pour les rendez-vous à venir, de nous retrouver pour gagner un collectif budgétaire dès cette année.

Veillons aussi à ce que nous ayons sur chaque manifestation des camarades qui collectent à l'aide du badge tiré à cette occasion, auprès des étudiants et des travailleurs.

#### LE 4 MAI

J'en viens maintenant à la préparation de la journée des résidents en cité universitaire du 4 mai prochain. L'aide que le bureau national pourra apporter aux AGE va être déterminant pour le succès de cette journée. La lutte des résidents a déjà permis de gagner la réfection de 39 chambres insalubres à Nanterre, le maintien du bâtiment qui devait être démoli à Anthony. La journée du 4 mai revêtira un double objectif : gagner des crédits supplémentaires pour les cités U, pour que l'on puisse y vivre décemment, pour que l'on engage la construction de nouvelles cités. Ce sera aussi le prochain rendez-vous de lutte pour gagner le collectif budgétaire, après celui du 28 avril.

#### LA CONFERENCE NATIONALE

Il ne s'agit donc pas de lever le pied ou de marquer une pose, mais tout au contraire d'intensifier les actions engagées ici et là pour les faire converger, pour leur donner plus de force, et les porter au niveau nécessaire pour satisfaire toutes les exigences des étudiants.

Cela nécessite en premier lieu de faire mesurer à l'ensemble des adhérents ce qui est en train de bouger dans les facs, dans toute la France universitaire.

L'UNEF doit jouer tout son rôle de

force coordinatrice des luttes dans la période actuelle. C'est pourquoi nous avons décidé d'organiser la conférence des BAGE et d'associations les 14 et 15 mai.

Echanger entre tous les délégués l'état de la mobilisation dans les facs pour lui donner une dimension supérieure d'ici à la fin de l'année et tout particulièrement pendant la période : c'est le premier objectif de cette conférence nationale et c'est la discussion que nous aurons durant la première journée.

Le deuxième jour sera plus spécialement consacré à la préparation des chaînes d'accueil des bacheliers et au renforcement de notre organisation.

Il s'agira, lors de cette journée de dresser un état précis de nos forces en terme de nombre d'adhérents, d'implantation et de structuration du syndicat.

En tenant compte des évolutions depuis le dernier BN où nous avons fait un point quantitatif, nous voulons ainsi donner une photographie du syndicat à l'ensemble des responsables présents les 14 et 15 mai de manière à faire apparaître nos points forts mais aussi nos insuffisances pour pouvoir se fixer des objectifs précis en terme de remise de cartes et de renforcement du syndicat pour les chaînes d'accueil.

Je rappelle l'objectif que nous voulions proposer lors du dernier BN :  
1) Atteindre nationalement les 50% de remise de cartes d'ici la fin juin. Les cartes 88/89 seront remises aux AGE lors de la conférence.  
2) Atteindre 100% de notre chiffre d'orga de mai 88 lors du CN d'octobre 88.

Ces objectifs correspondent à ce qui est nécessaire pour préparer des chaînes d'accueil très revendicatives, à la hauteur de tous les mauvais coups qui attendent les bacheliers 88 et pour construire un syndicat solide, puissant, capable de rassembler et de faire agir les étudiants face à toutes les difficultés de la rentrée 88/89.

Il nous reste exactement deux semaines d'ici la conférence des BAGE et des associations.

Il s'agit donc dès lundi, d'inscrire au

nom par nom chaque membre de son BAGE ou de sa suivie, et chaque responsable d'association.

Certaines AGE ont commencé à le faire : il est nécessaire d'accélérer ce processus car cette conférence se situe au terme du grand week-end de l'Ascension (qui dure 4 jours) , il ne nous reste donc que huit jours de cours pour inscrire les délégués.

Cette conférence aura lieu dans un amphi de la Sorbonne, à Paris. La participation aux frais de chaque délégué sera de 80 francs : ça n'est pas un mandat, cela recouvre très exactement les frais de repas et d'hébergement pendant les deux jours.

Commençons donc dès lundi à collecter ces 80 francs par délégué et à envisager une aide financière de l'AGE pour les copains qui auront des difficultés, d'autant que pour les AGE de Province, il faut prévoir le voyage en plus.

Cette Conférence qui se tiendra six mois après le 72 ème Congrès de l'UNEF peut vraiment être un tremplin exceptionnel pour les luttes et l'activité du syndicat à l'Université d'ici la fin de l'année. A nous de préparer activement sans perdre un instant. C'est la condition de la réussite et du succès de tous les objectifs que nous sommes fixés pour les semaines à venir.